

Révision de la classification Avenant 65



Révision de la classification : avenant 65

- 1. Historique Entrée en vigueur de l'avenant 65
- 2. Enjeux
- 3. Définition de la classification
- 4. Maintien des grands principes
- 5. Modifications de l'avenant 65
- 6. L'avenant en synthèse
- 7. Rémunérations
- 8. Focus Emploi repère Conseiller-ère en insertion sociale et professionnelle
- 9. Rétroplanning d'application à la MLHG



1- Historique

- La première révision globale du système de classification date du 20 mars 2013.
 Pour autant, cette dernière n'a pas vu le jour, un droit d'opposition ayant été formé par certains syndicats de salarié-e-s représentatifs dans la branche.
- De nouveaux travaux ont débuté en 2014 et ont pris fin le 20 juin 2019 aboutissant à la signature unanime de l'avenant 65 (révision du titre VI de la CCN et des annexes) par la CFDT, la CGT et l'UNML.



Entrée en vigueur de l'avenant 65

LA PROCÉDURE D'EXTENSION D'UN ACCORD DE BRANCHE (AVENANT 65)

Fin du délai d'opposition par les organisations syndicales de salariés à l'avenant 65 le 3 août 2019

L'UNML a transmis

l'avenant 65 pour dépôt et extension

le 20 août 2019

Signature de l'avenant 65 le 20 juin 2019 (fin ouverture sign. le 20 juilet)

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

- Instruit la demande d'extension
- Consulte la Commission Nationale de la Négociation Collective
 - Décide de l'extension de l'avenant
 - Publie l'arrêté d'extension au Journal officiel

ont 12 mois pour mettre en place la nouvelle classification

Entrée en vigueur :

Dans un délai de 12 mois à compter de la publication de l'arrêté d'extension soit jusqu'au 14 octobre 2021.



2- Enjeux

Cette nouvelle classification va ainsi permettre au réseau :

- de répondre aux « besoins » des employeurs et des salarié-e-s.
- de s'adapter aux enjeux et évolutions des politiques publiques et aux attentes des jeunes.



3- Définition de la classification

La classification se définit comme un classement général des « postes de travail ».

Primauté de l'accord de branche

Toutes les conventions collectives prévoient une classification des emplois (Bloc 1 Ordonnance Macron)



LA CLASSIFICATION

4- Maintien des grands principes de classification actuelle



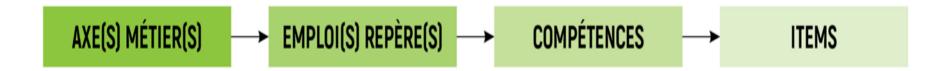
LES EMPLOIS HORS CLASSIFICATION

Article VI-1-2. À l'exception des emplois qui sont hors du champ de la classification conventionnelle et qui ne peuvent faire référence à un emploi repère (technicien de surface, médecin, assistante sociale, infirmière).



4- Maintien des grands principes de classification actuelle

Composition de la classification





4- Maintien des grands principes de classification actuelle

Mécanisme de validation des compétences

- Le salarié-e doit maîtriser et exercer <u>l'ensemble</u> des <u>items</u> composant la compétence (nommés avec l'avenant 65 <u>activités</u>)
- La maitrise = connaissance effective.
- L'exercice = pratique effective
- La reconnaissance appartient toujours à l'employeur.



A- Les modifications de forme

- Création des annexes 6 et 7
- Réduction du nombre d'items/activités par compétence (de 243 à 137)
- Modification des numéros de compétences



B- Les modifications de fond :

<u>Création d'emploi repère et d'emploi hors emploi repère :</u>

→ des emplois repères :

Agent d'hygiène et de maintenance des locaux et des espaces verts

Responsable administratif et financier,

Responsable des Ressources Humaines.

→ des emplois hors « emploi repère » (annexe 6) qui sont fréquents dans les structures :

Assistant social, infirmier, psychologue, éducateur spécialisé, conseiller ESF, moniteur éducateur)

Et toujours des emplois hors classification



B- Les modifications de fond :

Fusion d'emplois repères :

- → Le chargé-e d'accueil et le chargé-e d'animation deviennent « chargé-e d'accueil et d'animation »
- → Le conseiller-ère niveau 1 et le conseiller-ère niveau 2 deviennent « conseiller-ère en insertion sociale et professionnelle »



B- Les modifications de fond :

Création d'un classement de compétences :

- Une compétence socle est une compétence qu'il est indispensable de maîtriser dans l'emploi repère.
- Une compétence complémentaire est une compétence qui enrichit l'emploi repère. Cette compétence est à l'initiative de l'employeur. Les cotations des compétences complémentaires peuvent être, dans certains cas, supérieures aux cotations des compétences socles.
- Une compétence transversale est une compétence <u>temporaire</u> hors cotation commune à plusieurs emplois repères. Elle est à l'initiative de l'employeur. Elle octroie des points supplémentaires pendant son exercice



B- Les modifications de fond :

Création de nouvelles compétences

Exemples (liste non exhaustive):

- 4.6 accompagner collectivement un groupe dans son parcours,
- > 4.7 appui au recrutement et à l'intégration dans l'emploi,
- 7.5 accompagner l'évolution professionnelle des salariés,
- ➤ 10.1 entretien et hygiène des locaux
- ➤ 10.2 entretien des espaces verts



B- Les modifications de fond :

Revalorisation de certaines cotations :

- Le chargé d'accueil et d'animation passe de la cotation 6 (IP 360) à la cotation 7 (IP 364)
- ➤ L'assistant administratif passe de la cotation 4 (IP 344) à la cotation 5 (IP 347)
- L'assistant de gestion passe de la cotation 7 (IP 364) à la cotation 10 (IP 389)
- L'assistant financier passe de la cotation 10 (IP 389) à la cotation 11(IP 420)



B- Les modifications de fond :

Augmentation d'un indice professionnel:

L'indice professionnel de la cotation 11 (conseiller-ère en insertion sociale professionnelle et l'assistant informatique) passe de **398 à 420**.



B- Les modifications de fond :

Reconnaissance d'une activité et d'une compétence :

Le maintien des grands principes...

La reconnaissance définitive de la compétence appartient à l'employeur.

- Pour que la compétence soit reconnue il faut que le salarié-e exerce et maitrise toutes les activités de la compétence.
- L'exercice se définit toujours comme une pratique effective



B- Les modifications de fond :

Reconnaissance d'une activité et d'une compétence :

- Et l'ajout d'une condition:
- Lorsque l'employeur demande qu'une activité soit exercée, il doit la notifier par écrit au salarié-e. Après 3 mois d'exercice maximum, l'employeur doit notifier par écrit au salarié-e, la reconnaissance ou non de l'activité. En l'absence de notification écrite, elle n'est pas acquise.



6 – En synthèse Emplois repère - Axes

14 emplois repères classés en 4 domaines à la MLHG (hors maintenance hygiène espaces verts)

1.insertion; 2.information-Communication; 3.gestion; 4.encadrement;

+

Emplois hors cotation Emplois hors classification

Les emplois repère sont composés de compétences réparties en 9 axes (hors maintenance hygiène espaces verts)

1. Conseil en insertion; 2. Accueil; 3. Partenarial; 4. Technique; 5. Ingénierie de projet; 6. Stratégique; 7. Managérial; 8. Gestionnaire; 9. Communication;

Les compétences sont composées de 137 activités (avant l'avenant 65 : 243 items)



6 – En synthèse Compétences

L'emploi repère est composé de compétences socles et de compétences complémentaires

Une compétence pour être acquise doit être maitrisée et exercée pour toutes les activités qui la composent.

La reconnaissance de la compétence exercée et maitrisée peut entrainer une évolution de la cotation.

Les compétences transversales peuvent être exercées par tout salarié-e, hors cotation, à l'initiative de l'employeur, mais devant être limitée dans le temps avec une notification écrite, moyennant une rémunération complémentaire

Ex : la compétence A.2 : Transmettre et accompagner



6 – En synthèse Principales modifications

Création des emplois repères : RAF et RRH

Fusion des emplois repères

Chargé-e-s d'accueil et d'animation; Conseiller-ère en insertion social et professionnelle (cotations 11 à 13)

Simplification: 137 activités qui composent les compétences au lieu de 243 items

Nouvelles compétences:

Axe technique

4.6 : Accompagner collectivement un groupe dans son parcours (12)

4.7: Appui au recrutement et à l'intégration dans l'emploi (13)

Axe managérial

7.4 : Sécuriser l'environnement juridique de la structure (14)

7.5 : Accompagner l'évolution professionnelle des salarié-e-s (15)

Axe gestionnaire

8.9 Mettre en place des indicateurs, analyser suivre anticiper les informations financières

Axe communication

9.4 Elaborer des outils de communication interne et externe (11)



7 – Rémunérations

Emploi repère	Avant l'avenant	Après l'avenant	MLHG IP Minimum
Assistant-e administratif-ve	Cotation 4 / IP 344	Cotation 5 / IP 347	
Chargé-e d'accueil et	Cotation 6 / IP 360	Cotation 7 / IP 364	
d'animation			
AACAA		Cotation 7 / IP 364	AACAA: Cotation 7 / IP 374
Chargé-e de documentation	Cotation 8 : IP 369	Cotation 8 : IP 369	
Assistant-e de gestion	Cotation 7 / IP 364	Cotation 10 / IP 389	
Assistant-e financier	Cotation 10 / IP 389	Cotation 11 / IP 420	
CIP cotation 11	Ancien IP: 398	Nouvel IP: 420	Cotation 11 / IP 420
CIP exerçant les	Ancien IP : 442	Nouvel IP: 442	Cotation 12 / IP 443
compétences 3.3 ; 4.4 ; 4.6			
CIP exerçant la nouvelle		Cotation 13 IP 468	
compétence 4.7		minimum	
Chargé-e de projet	Cotation 14 / IP 488	Cotation 14 / IP 488	Cotation 14 / IP 488
Responsable de secteur	Cotation 15 / IP 548	Cotation 15 / IP 548	Cotation 15 / IP 548
Direction	Cotation 16 / IP 608	Cotation 16 / IP 608	Cotation 16 / IP 608



8 – Focus emploi repère Conseiller-ère en insertion

L'emploi repère Conseiller-ère en insertion est composé de 15 compétences:

- 7 Compétences socles : Cotation 11
- 4 Compétences complémentaires : Cotation 11
- 3 Compétences complémentaires: cotation 12
- 3.3 Construire, développer un réseau de partenaire
- 4.4 Outiller l'activité d'insertion
- 4.6 Accompagner collectivement un groupe dans son parcours
- 1 Compétence complémentaire: cotation 13
- 4.7 Appui au recrutement et à l'intégration dans l'emploi

Pour que les compétences complémentaires soient reconnues, toutes les activités de la compétence doivent être maitrisées et exercées à la demande de l'employeur Une seule compétence acquise d'une cotation (exercée et maitrisée à l'initiative de l'employeur) entraine la cotation et l'IP correspondant (ex la 3.3 OU la 4.4 OU la 4.6)



8 – Focus Emploi repère Conseiller-ère en insertion

Focus sur les nouvelles compétences:

4.6 Accompagner collectivement un groupe dans son parcours

- Elaborer le programme d'animation du groupe
- Planifier les actions d'animation et les interventions
- Coordonner les actions et les intervenants
- Assurer le suivi personnalisé des parcours des membres du groupe
- Rendre compte des actions conduites avec le groupe et chaque membre

4.7 Appui au recrutement et à l'intégration dans l'emploi

- Un appui au recrutement de candidats
- Une aide au maintien dans l'emploi
- Développer et maintenir un partenariat avec les entreprises et les employeurs



9 - Rétroplanning d'application à la MLHG

ETAPES ET RETROPLANNING:

2021-10 : La paie d'octobre 2021 doit intégrer les modifications éventuelles de rémunération

2021-10-13 : Les avenants doivent avoir été signés et un courrier d'information doit avoir été adressé aux autres salarié-e-s

2021-10-13 : Les entretiens de positionnement sur la nouvelle grille doivent avoir été menés pour les salarié-e-s concernés

2021-06-07-08-09 : Tenue des entretiens (pour les salarié-e-s changeant de cotation ou positionnés sur un nouvel emploi repère)

2021-06-15 : Présentation aux salarié-e-s des modifications apportées par l'avenant et leurs implications pour la MLHG

2021-05-27: Consultation du CSE



MERCI DE VOTRE ATTENTION!

NOUS REPONDRONS A VOS QUESTIONS POSEES DANS LE TCHAT VIA UNE FAQ.